

# QUEST information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

La nouvelle gazette  
du palais:

*la triste vérité des  
audiences en correctionnelle.*

Page 2-3



125

26 Janvier 76

ABONNEMENT  
12 NUMEROS  
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73.82.48

DIR. M. CLAVEL.

IMP. SPE. A.P.L.

apl : periodique nantes cccap 54701

apl : périodique nantes cccap 54701

# ① AU MENU CETTE SEMAINE ...

- PAGE 2: La Nouvelle Gazette du Palais.  
PAGE 4: Excitation de mineurs à la débauche.  
PAGE 7: Deux fois enceinte... Licenciée!  
PAGE 8: Pour Papinski, Contre l'inspection : Pétition.  
PAGE 9: Solidarité avec la lutte du peuple Palestinien.  
Les grèves en fac...  
PAGE 10: ESSWEIN, bilan de la lutte.  
PAGE 13: L'Université se redéploie.  
PAGE 14: Le Curé des Dervallières écrit au maire.  
PAGE 15: Une semaine dans l'Ouest.  
PAGE 16: Pour des CLPOS.  
PAGE 17: Lettre des 9 détenus politiques Bretons.  
PAGE 18: A propos d'un film "L'autre France".  
PAGE 19: En bref...  
PAGE 20: DOSSIER: "Retour du Portugal" Interview de B.Lambert.

## A RETENIR ...

- MARDI 27 JANVIER | Sainte Luce, Salle municipale 20h30 "Ou va le Portugal"  
Soirée débat avec B. Lambert (voir P.24).  
MERCREDI 28 JANVIER | Marans (17) 16h, Rassemblement contre le licenciement  
d'une institutrice (voir P.7).  
MERCREDI 28 JANVIER | Unité pédagogique d'architecture de Nantes rue Massenet 20h30,  
"La planète des sages" Montage satyrique sur l'Ecole.  
VENDREDI 30 JANVIER | Maison du quartier Dervallières (ex-M.J) 20h30, réunion d'informa-  
tion pour organiser la défense des inculpés (voir P.4).  
SAMEDI 31 JANVIER | CPO (79370 Celles sur belle tél (49)268044) A quoi sert la  
DIMANCHE 1 FEVRIER | formation continue? Avec D.Schalchli, formateur militant CFDT.  
SAMEDI 7 FEVRIER | Rencontre Ouvriers Paysans à NANTES.  
DIMANCHE 8 FEVRIER | ( voir P.16).

## SAINT BRIEUC 31 JANVIER-1 FEVRIER

RASSEMBLEMENT OUVRIER PAYSAN ET PECHEUR BRETON ...

DES MINI-LIP BRETONS ...

(voir APL 122)

## "Le Peuple prend la parole"

Film débat sur le Portugal d'après le 24 Avril 1974.

- + MARDI 3 FEVRIER ~~Bellevue centre social des Bernardières 20h30~~
- + MERCREDI 4 FEVRIER Rezé salle municipale 40 rue Jean Jaurès 20h30
- + JEUDI 5 FEVRIER Bout des pavés centre social 20h30
- + VENDREDI 6 FEVRIER Malakoff centre social 20h30

# LA NOUVELLE GAZETTE DU PALAIS

**Note A.P.L.** UNE NOUVELLE RUBRIQUE DANS OUEST INFORMATION  
SUR LA JUSTICE.

- LA JUSTICE BOURGEOISE A BESOIN DE L'OMBRE, DU SILENCE, D'UN VERBIAGE DE SPECIALISTES.
- LA JUSTICE POPULAIRE DEMANDE LE GRAND JOUR, UN LANGAGE SIMPLE, LA CLARTÉ.

DES PETITES SOURIS PREPARENT CETTE DERNIERE....

Tribunal correctionnel de Nantes. 19 janvier 1976.

## PREMIERE AFFAIRE.

Un Marocain accusé de coups et blessures volontaires :

Le Président : [résume l'affaire entre les dents, personne n'a compris, et conclut] Vous n'aviez qu'à rester au Maroc, et puis vos six mois, vous les ferez.

Le Prévenu : -Mais, Monsieur le Président, ma femme ne parle pas le français.

Le Président : - Eh bien ! tant pis ! vos six mois vous les ferez...ferme.

## DEUXIEME AFFAIRE.

Un Yougoslave : 8 délits en deux ans ; le dernier : vol de voiture et de six lapins.

Assisté d'un interprète (ancien fonctionnaire de la Préfecture de Paris) car le prévenu ne parle pas le français.

Le Président : - (il résume l'affaire, toujours aussi difficile à comprendre). Vous comprenez, il est comme les Espagnols qu'on avait là l'autre jour, ils causent le français, mais ils font semblant de ne pas comprendre ce que je leurs dis...

Parceque faut pas exagérer, quand il il passe l'après-midi avec sa petite amie, il faut bien qu'il lui raconte quelquechose. (répété plusieurs fois).

Moi, je n'ai jamais vu cela, quand je suis avec une femme, quand je ne lui parle pas, elle s'en va...

L'Interprète : - (écroulé de rire, ainsi que la cour) Monsieur le Président, je rigole plus ici qu'à la télévision.

3

Le Président : - [mimant le prestidigitateur sortant les lapins d'un chapeau] Et les lapins, y'en avait des gris, des noirs, des blancs !

Et le coffre de la 2 CV, c'était leur frigidaire.

RESULTAT : 1 AN DE PRISON DONT 6 MOIS AVEC SURCIS...

Parcmètres: "Je me demande quelle moralité vos parents vous ont donnée, petits salopiot.."

TROISEME AFFAIRE.

Trois étudiants accusés d'avoir, nuitamment et bruyamment, brisé la glace de 17 parcmètres dans le centre de la ville.

[Contexte : campagne anti-parcmètre, les manifs Dubigeon-intérimaires avec cassage de parcmètres et récupération du fric, nombreuses actions nocturnes dirigées contre les baise-fric. [cf. APL février/mars 1975].

Trois jeunes à la barre...

Le Président : - Boutonnez vos vestes, pas de débraillé ici ! [toujours aussi confus, résume l'affaire]...  
- (...) quand j'étais étudiant, je savais me tenir. Je me demande quelle moralité vos parents vous ont donnée, petits salopiot ! les étudiants doivent donner l'exemple, or vous sortiez d'un bouge complètement ivres ! C'est du propre ! vous n'avez qu'à pas boire : prenez de l'eau ou restez chez vous.

[...] Vous avez vu comment vous êtes ficelés : des cheveux sur les épaules, vous ne vous êtes même pas lavés ce matin ! [sic].

Le Procureur : - Encore heureux que ces étudiants ne nous aient pas encore embêté avec leur politique ! Allez, je demande une amende et une peine d'emprisonnement de principe avec sursis...

L'Avocat : - C'est une plaisanterie d'étudiant qui a été un peu loin... [il cause bien, mais le Président et ses assesseurs n'écoutent plus depuis un moment]  
.....longue délibération.....

Le Président : - 3 mois avec sursis, 500 frs d'amende.

Nos impressions : si l'avocat avait plaidé le politique, c'était la taule ferme. Le Palais n'aime pas les étudiants en ce moment.

Durant toute l'audience, les prévenus n'ont pas eu droit à la parole.

LES PETITES SOURIS DU PALAIS.

UN EDUCATEUR DE PREVENTION SPECIALISEE ET L'EX-PRESIDENT DE LA MAISON DES JEUNES DES DERVALLIERES A NANTES SONT INCULPES D'"EXCITATION DE MINEURS A LA DEBAUCHE" DEPUIS JANVIER 1975. L'AVIS D'ORDONNANCE EST RENDU, ILS VONT PASSER EN CORRECTIONNELLE DANS LES MOIS OU LES SEMAINES A VENIR.

-----

## QUELS SONT LES FAITS ?..

Des groupes mixtes passent des week-ends dans une maison à la campagne, appartenant à la M.J. des Dervallières [cité H.L.M. de 12.500 habitants].

Lors de ces week-ends, des couples établis, qui déjà ont des relations sexuelles sur le quartier en ont également dans la maison de campagne prêtée par le conseil d'administration de la maison des jeunes.

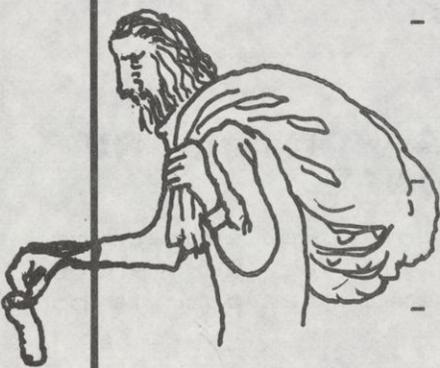
L'éducateur sollicité par les jeunes pour les accompagner lors d'un de ces week-ends, leur fait prendre en compte le problème de leurs relations sexuelles en les mettant face à leurs responsabilités [grossesse, mariage précoce].

Le groupe décide, lors d'une réunion, l'achat de préservatifs mis à la disposition de ceux qui le désirent.

## A TRAVERS CELA, QU'EST-CE QUI ETAIT RECHERCHÉ PAR L'ÉDUCATEUR ?..

- Permettre aux jeunes de s'organiser entre eux.
- Diminuer les rapports d'oppression dans les groupes ; que chacun puisse être reconnu, qu'il ait le droit d'exister : que ce ne soit pas toujours la loi du mâle, du plus fort.
- Rupture avec les rapports d'assistance : l'éducateur laissait les parents responsables de leurs enfants durant ces week-ends.
- Rupture avec une pratique hypocrite de fermer les yeux devant la réalité [comme par exemple le juge pour enfants qui déclare : "vous deviez les séparer et aller vous coucher, vous n'êtes pas responsable de ce qui se passe après".

Face aux bruits qui ont couru sur une prétendue expérience dans le domaine sexuel à partir de cette affaire, il faut préciser que ce n'est pas une expérience qui a été tentée en fonction de théories plus ou moins assimilées, mais que c'est la suite logique du travail éducatif commencé avec le groupe.



⑤

On se trouve devant deux possibilités de réactions :

- ou se fermer les yeux comme le juge,
- ou intervenir d'une manière responsable en ne fuyant pas devant le problème des relations des jeunes entre eux.

Une attitude semblable dans une relation individuelle n'aurait pas amené de réactions particulières (le domaine sexuel restant toujours dans le domaine du caché). Nombre de travailleurs sociaux sont là pour en témoigner.

Mais porter le débat à un niveau collectif, donc le faire entrer dans le domaine du public, c'est déjà dépasser ce qui est toléré.

De plus, les faits ont été exploités de part la situation dans la région nantaise, ce qui a amené à l'inculpation.

### **LA SITUATION INTERNE A L'ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE :**

Un conseil d'administration composé en majorité de P.N.N.[1], certains proches de "laissez les vivre" qui ont déjà eu l'occasion d'exercer le pouvoir de leur morale dans l'embauche des éducateurs, exemple : seul motif de refus d'embauche d'une éducatrice : sa vie maritale avec un divorcé.

La situation n'est pas particulière à cette association sur Nantes. La grande majorité des associations qui touchent à des domaines sociaux ont des conseils d'administration semblables.

De plus, il existe un désaccord profond entre les services de police et de justice et les éducateurs de prévention accusés de couvrir, voire de favoriser délits, fugues, etc... et de ne pas collaborer avec ces services.

### **QUE RECHERCHENT LES NOTABLES NANTAIS AU TRAVERS DE CETTE INCULPATION ?..**

- Désir de casser le lien entre les éducateurs et la population à propos des actions collectives (Euromarché, HLM, Maison de Jeunes, Centres Sociaux) menaçantes pour le pouvoir établi.

- Empêcher la révélation de certains problèmes plus dissimulés, en particulier le domaine sexuel alors qu'un bon sport style rugby, parachutisme, piscine (comme le tribunal et l'Education surveillée le conseille) canaliserait les pulsions des jeunes et résorberait les problèmes de violence et de sexualité en particulier.

.../...

RÉUNION D'INFORMATION POUR ORGANISER LA DÉFENSE DES INCULPÉS (LE 30 JANVIER À 20H30 - MAISON DU QUARTIER DES DERYALLIÈRES (ex-maison des Jeunes)

**AU TRAVERS DE CETTE INCULPATION, APPARAÎT NETTEMENT LA FONCTION REPRESSIVE DU TRAVAIL SOCIAL :**

- Mandat de travailler au niveau des effets voyants : faire faire des activités, remettre au travail, etc... et non de prendre en compte les intérêts principaux des jeunes et de la population.

- Atteinte à la liberté d'expression et de recherches sur les causes de la délinquance.

- Impossibilité de dépasser les rapports d'assistance.

**A QUELQUE NIVEAU QUE CE SOIT, CETTE REPRESSION NOUS CONCERNE !..**

POUR SOUTENIR LES INCULPES, FAITES UNE DEMANDE INDIVIDUELLE D'INCULPATION (2) ET ENVOYEZ LA A :

- COLLECTIF NATIONAL DE PREVENTION  
"Librairie 71"  
rue Jean-Jaurès  
44 - NANTES

[1] Petits Notables Nantais

[2] Voir modèle ci-joint.

-----

Vous trouverez dans le dossier disponible à la Librairie 71 : - L'exposé des problèmes d'ordre sexuel sur le quartier. - L'exposé des faits qui font l'objet de la poursuite. - Les démarches faites par l'équipe d'éducateurs au début de l'instruction.

-----

Veuillez recopier ce modèle de demande d'inculpation [manuscrit, sur papier libre] et le renvoyer le plus vite possible Collectif National Prévention :

Je soussigné [1], travailleur social, tiens à porter témoignage que ma pratique professionnelle ou militante me met dans des situations analogues à celle qui vaut une inculpation à un éducateur des Centres d'Action Educative à Nantes.

Si votre tribunal retient à son encontre une quelconque culpabilité, vous devez m'inculper et je demande à l'être au même titre que lui.

Signature.

\_\_\_\_\_

[1] Préciser Nom, Prénom, Profession, ou groupe militant, Adresse.

⑦ institutrice licenciée pour deux  
maternités successives

Dans l'enseignement privé ... catholique

à MARANS (17)

Devant cet acte inadmissible, pour la réintégration immédiate de Mme Josette PREAU, les syndicats CFDT FEP de Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vendée, Loire-Atlantique...

appellent à un rassemblement général le Mercredi 28 janvier 76 à 16 H, place COGUACQ - Marans (17)

Comme à CROSSAC (44) l'an dernier,

Comme à la ROCHE SUR YON (85) dernièrement ...

Nous nous mobiliserons pour mettre fin à cet arbitraire patronal.

Voyez les raisons de ce licenciement peu habituel

UN RESUME DES FAITS

Madame Josette PREAU, institutrice à MARANS (17) jusqu'en septembre 75, a été licenciée en ces termes :

- "Vu les conditions physiques dans lesquelles vous avez effectué votre travail ces années passées, les classes parturbées par vos absences répétées, votre non participation aux journées de formation, sessions ou stages, la Présidente de l'AEP(\*) vous fait savoir qu'elle ne reconduira pas votre contrat pour l'année scolaire 75-76."

La vérité est que Mme PREAU a eu en 3 ans deux congés maternité et un congé maladie de 5 mois. Est-ce une faute ?

On lui reproche sa non participation aux journées de formation : elle a participé à tous les stages pédagogiques en dehors de ses congés maternité ou maladie. Elle a même effectué une session pédagogique de 10 jours entièrement à ses frais pendant ses vacances scolaires...

Mme PREAU a donc été licenciée uniquement pour raison de santé et c'est profondément injuste. On laisse entendre aussi qu'elle a eu d'autres absences de quelques jours, répétées : c'est faux... On dit aussi que son contrat était rompu du fait de sa maladie de 5 mois : c'est également faux.

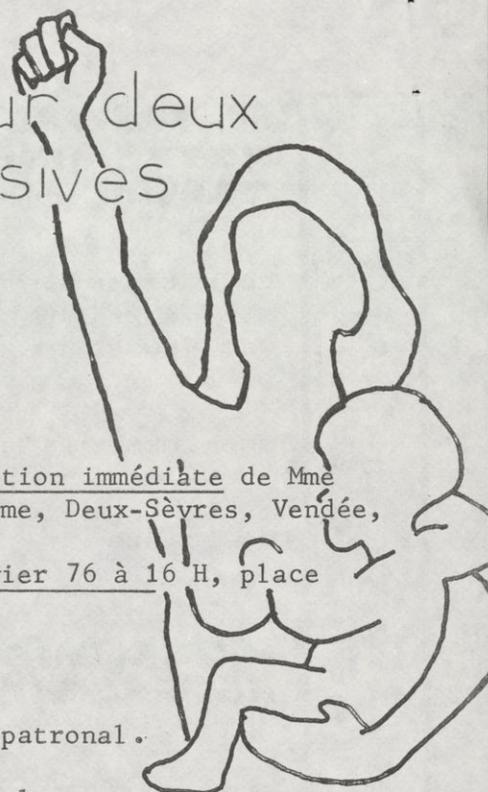
Dans ces conditions, la commission paritaire nationale le 10 juillet 75 proposait de réintégrer Mme PREAU dans son poste : toutes les parties acceptaient y compris Mr CHEVALIER qui représentait l'AEP de MARANS et engageait l'AEP par sa signature.

Hélas, Mme RAOULT, la présidente de l'AEP ne voulait rien savoir : pour elle ce n'était que des "propositions" (13 aout 75). Le 29 aout, la commission paritaire nationale "confirme que le texte signé pour conciliation par les parties en cause lors de la séance du 10 juillet 75 ne constitue pas une simple proposition, mais une véritable conciliation qui engage les signataires". C'est clair.

Pourtant la Présidente de l'AEP s'obstine et refuse à la rentrée de reprendre Mme PREAU, laquelle est obligée de s'adresser à la justice pour obtenir gain de cause.

Dans le N° du 15 novembre 75 de "ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE ACTUALITES", le Comité National de l'Enseignement Catholique relatait cette affaire et déclarait : "Nous ne pouvons que rappeler le respect qui doit être porté aux conventions collectives et aux décisions des instances paritaires".

.../...



8

Jusqu'où ira l'employeur ?

- Nul ne sait.

Mais indignés par cet arbitraire patronal et par une telle injustice, tous les syndicats CFDT de l'Enseignement privé de la Région ont décidé de soutenir Mme PREAU jusqu'à sa réintégration et entendent montrer par des actes qu'ils ne toléreront pas une telle atteinte à la justice.

(\*) AEP : Association d'Education Populaire (sic !)... organisme gestionnaire des écoles privées...

Correspondance APL

INSTITUT COOPERATIF DE L'ECOLE MODERNE PEDAGOGIE FREINET

## INSPECTION PAPINSKI : PETITION

Notre mouvement a vu à plusieurs reprises des camarades réprimés à cause de jugements et de rapports d'inspecteurs ou ont vu des Inspecteurs entrer dans le jeu des réactionnaires qui les attaquaient.

Le système scolaire attend des inspecteurs qu'ils ne soient là que pour suspecter et sanctionner même si dans certains cas, ils tentent de se comporter en "animateurs pédagogiques".

La relation hiérarchique empêche les individus de réfléchir librement et collectivement à leurs problèmes pédagogiques et de les résoudre avec les personnes intéressées, les véritables intéressés : élèves, parents, travailleurs.

Nous condamnons ce style de relation qui voudrait réduire l'enseignant à être un exécutant passif. Responsables de nos pratiques, nous sommes prêts à en répondre. Nous n'accepterons jamais de les modifier sous la contrainte. Nous lutterons contre toute répression qui voudrait nous obliger à y renoncer ou à abandonner des objectifs que nous estimons conformes aux droits et aux intérêts de l'enfant.

LE GROUPE DEPARTEMENTAL DE L'ECOLE MODERNE

salue le courage et la détermination de notre camarade PAPINSKI qui témoigne par son acte qu'il est digne d'être un éducateur.

NOM

PRENOM

ECOLE

SIGNATURE

## UN MILITANT C.F.D.T DE CHOLET ENTENU PAR LA POLICE

### L'INSTRUCTION OUVERTE POUR ATTEINTE AU MORAL DE L'ARMÉE CONTINUE SA TRISTE FARCE.

L'union locale CFDT rapporte les faits qui se sont déroulés vendredi dernier: Le militant a été prié de sortir de son lieu de travail et a été interrogé pendant 3 heures après perquisition de son appartement.

L'UL dénonce avec force ces méthodes policières, qui sont une atteinte aux libertés élémentaires, et demande l'arrêt immédiat des perquisitions, la libération des emprisonnés, l'abandon des poursuites et la suppression de la Cour de Sureté de l'Etat, appelle les travailleurs à signer la pétition nationale.

9

# ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE - Nantes

- Depuis quelques mois, la création d'une section nantaise de l'AMFP était envisagée par diverses personnes (voir APL n° 111). C'est chose faite aujourd'hui ; la section nantaise se propose donc, à travers diverses formes d'intervention (affiches, tracts, photos etc...), de développer la solidarité avec la lutte du peuple palestinien et de façon plus concrète, d'aider le Croissant rouge palestinien qui doit assumer au niveau sanitaire le secours de la population palestinienne agressée chaque jour, au Liban notamment, par les sionistes et leurs agents, les phalangistes d'extrême-droite.

- Développer l'aide financière par des collectes pour la construction notamment de l'hôpital M. Hamchari au sud Liban.

- Collecter des médicaments de 1e nécessité.

Développons la solidarité active et militante au peuple palestinien.

Rejoignez la section locale de l'AMFP

Adressez vous à la Librairie 71 - rue J. Jaurès à Nantes

SECTION NANTAISE DE L'AMFP

## GRÈVE SUSPENDUE ... EN FAC.

### LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE LUNDI

A noter la participation massive, et la volonté de lutte des étudiants. Deux positions sont apparues sur la question des exclus du DEA de Droit. Celle des comités de Lettres et de Sciences refusant tout compromis pour la réintégration des exclus de DEA. Et celle émanant de Droit-Eco exigeant aussi la réintégration mais acceptant le DESUP (diplôme local proposé en décembre par Sparfel) à condition d'avoir l'assurance qu'il soit transformé en DEA.

### MARDI : MANIFESTATION ET NEGOCIATION

La participation et la volonté de lutte des étudiants est toujours aussi massive, 1500 personnes à l'appel des comités et des organisations syndicales (FEN, SGEN-CFDT et des UD CGT-FO et CFDT). Sparfel a reculé sur les menaces de sanctions envers les grévistes et assuré la validation des examens. Pour les DEA il a accepté la motion votée en Droit, tout en demandant un délai d'un mois pour assurer la transformation des Desup en DEA.

### VENDREDI : MAINTIEN DE LA MOBILISATION ET APPEL A L'EXTENSION NATIONALE

Les 3 AG ont décidé de suspendre la grève tant qu'il n'y aura pas un relai national et déterminé de nouvelles formes et objectifs de lutte.

Remarquons cependant qu'à l'exclusion de la fac. de sciences, où la forme et le fond ont su rester sérieux et déterminé, la fac de Droit elle s'est laissée aller sur la forme, et celle de lettres n'a respectée ni la forme ni le fond ce qui laisse mal augurer de la suite de l'action dans cette fac.

### MOTION VOTE EN DROIT LE VENDREDI 23

Les étudiants de droit sciences économiques en grève depuis 6 semaines réunis en AG le 23/1/76:

- Réaffirmer leur opposition au Décret Soisson et à la normalisation de l'université.
- réaffirment leur volonté de poursuivre la lutte.
- conscients que cette lutte ne peut être menée efficacement que par une mobilisation et constatant l'absence de cette mobilisation.

DECIDENT-de suspendre la grève à partir de lundi prochain

- de s'organiser en comité de base afin de continuer le combat.
- appellent les étudiants à la vigilance dans tous les UER afin de mener une lutte nationale contre le décret Soisson.
- appellent à une coordination nationale à Nantes le plus rapidement possible.

## ESSWEIN : 6 SEMAINES ... ET MAINTENANT ?

(P.S.U.)

RAS LE BOL !

Le mouvement part spontanément des presses. Les O.S. en ont ras le bol d'être "enchaînés du matin au soir à la machine". Avoir comme seule perspective d'avenir 2 000 boulons à visser chaque jour ne peut que révolter les hommes et les femmes qui refusent d'être des pions, des moutons, des automates au service des capitalistes.

### UNE GREVE MAL CONNUE, INCOMPRISE, ISOLEE

A force de dire qu'à Esswein "on gagne bien", on s'imagine que les salaires y sont élevés. Pourtant, avoir 1 800, 1 900 F par mois, est-ce trop ? Les cadres d'Esswein vivent-ils avec ce salaire ? Disons plutôt que la Vendée fait toujours partie des départements à la traîne pour le niveau des salaires. Et c'est le SMIC qui devrait être porté à 1 800 F par mois.

Mais la revendication fondamentale des O.S., c'est l'amélioration de leurs conditions de travail : c'est ainsi qu'ils demandent la réduction des cadences, une 5e semaine de repos... Or rien n'est véritablement mis en oeuvre pour faire connaître largement les raisons essentielles de cette grève.

Au fil des jours on s'habitue au conflit, on en arrive presque à l'oublier, si rien ne vient rappeler son existence. Et comme le mouvement, l'usine est isolée à l'extérieur de la ville, éloignée des autres entreprises de la Roche.

Il y a un 1<sup>er</sup> tract de l'inter-synicale au début du conflit. Il faut ensuite attendre la 5e semaine pour lire un autre tract d'explication, de l'U.L. CFTD, diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires, en ville et dans les boîtes.

### DES TRAVAILLEURS DETERMINES

Ceux qui suivent de près le conflit, sur place dans l'usine occupée, ou en discutant avec leurs voisins grévistes, constatent la détermination et la conviction des travailleurs en lutte.

Etre en grève à Noël, le 1<sup>er</sup> Janvier, faut déjà le faire ! Les confiseurs de La Roche n'ont jamais vu ça ! Ce n'est pas la Trêve, mais la grève !

La grande majorité des O.S. affirme sa volonté de poursuivre jusqu'à satisfaction de leurs revendications, jusqu'à ce que les patrons cèdent.

Et pourtant, ce sont les travailleurs qui ont été obligés de céder. Pourquoi ?

**"Il ne suffit pas d'occuper une usine  
pour gagner"**

### ETRE SUR LA DEFENSIVE... OU PRENDRE L'OFFENSIVE...

On peut être surpris des faibles moyens mis en oeuvre pour mener une lutte offensive. Il ne suffit pas d'occuper une usine pour gagner. Le groupe Thomson-Brandt est suffisamment solide pour se permettre une perte de production (évidemment plus importante que la satisfaction des revendications !). Suffisait-il de se réunir 1 ou 2 fois par semaine en A.G. pour que chacun soit partie prenante de la grève ? Car pour certains la tentation peut être grande de faire la grève dans son jardin.

Pourquoi n'a-t-on pas mis en place, unitairement, des commissions, des groupes de travail qui auraient tout à la fois permis d'être plus efficace dans la lutte, et à chaque travailleur de prendre cette lutte en main. Toutes les difficultés rencontrées pour populariser le conflit et étendre le mouvement de solidarité auraient été en grande partie applanies avec une telle pratique. Ces groupes et commissions auraient pu se constituer autour de plusieurs thèmes tels que :

11

\* Information - Popularisation

- La presse : travail avec les journalistes, chaque jour.
- Propagande et Publicité : comment faire connaître le conflit : affiches tracts, auto-collants...
- Soirées-Débats, Meeting, dans les quartiers populaires de La Roche, dans les boîtes, sur le département.
- Fêtes de soutien : il y a eu des crêpes le dimanche, on a tapé la belote : bien, mais qui l'a su ? Beaucoup ont cru que c'était réservé aux grévistes et à leurs familles.

\* Intendance - Finances

Pour aider à tenir le coup, les camarades paysans (Paysans-travailleurs et MODEF) n'auraient-ils pas pu être invités à fournir au prix de revient légumes, viande, oeufs etc... Un pas de plus aurait été franchi vers l'unité Ouvriers-Paysans.

\* Organisation du travail

Le temps de grève est un temps de libération. Pourquoi ne pas profiter du conflit pour réfléchir ensemble à une autre organisation du travail, pour laisser aller son imagination collective !

\* Thomson-Brandt

Le conflit était l'occasion de prendre du temps pour décortiquer la boîte où l'on bosse ; et cette boîte, c'est Thomson-Brandt, aux nombreuses ramifications.

Les délégués possèdent sans doute quelques informations, mais l'ensemble des travailleurs doivent également savoir contre qui, contre quoi ils se battent.

## 2 stratégies...

### PROGRAMME COMMUN OU AUTOGESTION SOCIALISTE ?

Dans le conflit Esswein, 2 stratégies se sont opposées :

- Celle du Programme Commun qui demande aux travailleurs d'accorder leur confiance aux délégués élus et aux organisations responsables
- et celle du Contrôle Ouvrier, du "Pouvoir aux Travailleurs" pour l'Autogestion socialiste, qui exige que tous les travailleurs prennent leur lutte en main, décident en permanence des formes du combat, soutenus en cela par les organisations syndicales et les délégués syndicaux.

Cette stratégie était celle des travailleurs d'Esswein quand ils ont décidé d'arrêter la fabrication le 2/12, sans consigne syndicale, quand ils ont voté la grève illimitée le 3/12, et occupé l'usine le 11.

Mais entre temps, et après, il semble que l'inter-syndicale, et notamment nos camarades de la CGT aient voulu garder le mouvement bien en main et lui indiquer la direction à suivre.

Le comportement des délégués CGT (soutenu activement par le PC) allait à l'encontre de toute lutte offensive et de contrôle ouvrier. Nous nous devons de le dire sans sectarisme, sans polémique, mais pour que le socialisme que nous construisons soit vraiment le socialisme du Pouvoir Populaire et non celui du Pouvoir Etatique et bureaucratique.

- La CGT s'est déclarée prête à cesser l'occupation de l'usine en cas de négociations, et cela, sans (contre ?) l'avis de sa base syndicale et de certains délégués CGT, qui ont découvert cette orientation en lisant le journal.

C'était ouvrir une brèche dans le front syndical.

.../...

- Elle a mis en avant l'appel au calme, les risques de provocation, se déclarant prête "à déjouer toutes les manoeuvres de collaboration ou attitude gauchiste qui pourrait se manifester". Avec la CGT et le PC, il suffit d'être en désaccord avec leur stratégie pour être aussitôt taxé d'irresponsable et de gauchiste. C'est pas très sérieux, Camarades !

- Vouloir le débat "fraternel" avec les non-grévistes, on n'est pas forcément contre, surtout s'il s'agit des O.S. bernés par la direction ; mais était-ce une "forme de lutte" capable de faire flancher les patrons ? ou un début de collaboration ? Elle avait peut-être pour but de préparer les prochaines élections professionnelles.

Une telle pratique n'a pu que renforcer la direction et les cadres dans leurs manoeuvres provocatrices "au nom de la liberté du travail".

Et les flics n'ont eu qu'à cueillir un fruit mûr.

#### LA LUTTE DOIT CONTINUER : IMPOSER LA REDUCTION DES CADENCES

La grève est terminée. Les 700 grévistes du 1<sup>e</sup> jour ont repris le boulot ensemble, lundi 12 janvier, en chantant l'Internationale. Nous leur tirons un grand coup de chapeau.

Victoire, Echec ? Il y a toujours quelque chose à tirer d'une expérience de lutte. Les ex-grévistes ont fait connaissance, on se parle dans les ateliers le mouvement ne semble pas du tout affaibli. Mais les résultats palpables sont quand même très minces.

En tout cas, l'expérience prouve que désormais, pour lutter et vaincre à Esswein, il faudra en même temps lutter et vaincre ailleurs, dans les autres usines de la firme. La lutte doit être à la dimension du groupe.

De plus, la grève illimitée n'est pas la seule forme d'action possible.

Pourquoi ne pas imposer, sur les chaînes, la réduction des cadences ? C'est de la sorte que les travailleurs de LIP ont commencé leur lutte.

Le 13 janvier 1976

PSU Info-Vendée

## CARNET ROSE

Le Collectif APL est heureux de vous annoncer la naissance d'un petit CLEMENT dans la famille de notre très cher collaborateur Jean-Paul CRUSE.

Toutes nos félicitations aux heureux parents, et bonne santé à la maman et à l'enfant.

P.S. Les lettres de félicitations sont à adresser à la Librairie 71 qui transmettra.

(13)

APRÈS LA GRÈVE EN FAC

# "REDÉPLOIEMENT À L'UNIVERSITÉ"

DISCUSSION DU PROJET  
DE LA PRÉSIDENCE DE  
L'UNIVERSITÉ

Compte-rendu  
de la réunion  
grévistes de sciences  
+ assistants SGEN-CFDT

## 1 - INFORMATISATION DE L'UNIVERSITÉ

Sous prétexte de faciliter la gestion de l'Université, il est prévu de développer le service d'informatique dans 3 grands domaines :

- \* gestion de la comptabilité
- \* gestion de la B.V.
- \* création d'un "fichier historique", ce fichier permettant de connaître la population étudiante, ses fluctuations, sa provenance et ses orientations.

**.. FICHIERS..**

Qu'est-ce qui se cache derrière ces mots ?  
Qui aura accès à ces fichiers ?

## 2 - POURSUITE DE LA "DÉMOCRATISATION" DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

De 76/77 à 79/80 :

baisse des effectifs	Lettres	- 8,02 % (-22,2 % de diplômés)
	Sc. Eco	- 6,58 %
	Sciences	- 10,59 %

alors que le cycle doctoral augmente :

Pharmacie	+ 21,5 %
Médecine	+ 51,5 %

**... CONTRATS..**

## 3 - HARMONISATION DE LA GESTION DES PERSONNELS HORS-STATUT

Actuellement, il existe à l'Université, une catégorie de personnels (enseignants, personnels administratifs ou de service) qui sont hors-statuts (ou qui ne sont pas titulaires).

Ces personnels sont recrutés par la présidence de l'Université qui "a passé avec eux un contrat toujours à durée limitée et qui ne leur permet pas de faire carrière sur le même poste".

Il est prévu une distinction entre ces personnels hors-statut : 3 catégories de personnel hors-statut. Cela revient à légitimer un état de fait inacceptable (planification rend les statuts d'hors-statuts plus simples, mais les hors-statuts seront toujours inacceptables).

## 4 - RECONCENTRATION DES POUVOIRS AU NIVEAU DE LA PRÉSIDENCE DE L'UNIVERSITÉ

Ce projet vise à renforcer le pouvoir du président de l'Université vis-à-vis du secrétariat d'Etat, mais aussi des conseils d'UER. Par rapport au secrétariat d'Etat, l'autonomie pédagogique financière est renforcée.

Par rapport aux conseils d'UER, renforcement des pouvoirs :

- nature de répartition et d'utilisation des moyens pédagogiques
- redéploiement des personnels administratifs ou de service
- renforcement des pouvoirs budgétaires
- révision des statuts en vue d'une meilleure organisation de la participation (élection, nombre des sièges)
- organisation de l'année universitaire
- organisation des examens.

**... AUTORITÉ...**

Cette concentration des pouvoirs aux mains d'un seul homme, élu en 2nd degré par les conseils d'UER est lourde de dangers, par le caractère centralisé et autoritaire qu'elle peut avoir.

# DERVALLIÈRES : LES USAGERS DE LA MAISON DE QUARTIER CONTRE LES AMBITIONS DE M. CUEILLE ..

14

150 personnes à l'Assemblée Générale de la Maison de Quartier Vendredi soir. Unies et décidées à s'opposer aux vues de la Municipalité. A propos de l'opération "MAIN BASSE SUR LES QUARTIERS" du tandem Cueille-Désormeaux, on peut sans difficulté faire un rapprochement. La pré-campagne des Municipales est largement engagée à Nantes. Et nous retrouvons notre ami CUEILLE, "homme de gauche" du Conseil Municipal, sur une liste de personnalités fondatrices, ces jours derniers, d'un club AVENIR DE NANTES ("dans le respect de l'esprit républicain, humaniste, socialiste). En compagnie, parmi d'autres, de DANIEL TARDY, homme "pas de gauche" et même pas du tout, aux dernières nouvelles, mais tout change si vite) Conserver ou même augmenter sa part du fromage municipal, c'est bien tentant. Mais il y a au passage quelques os à avaler, et parmi eux l'organisation et l'action des habitants des quartiers ouvriers. APL.

Monsieur, LETTRE OUVERTE AU MAIRE DE NANTES

J'ai bien reçu, de votre part et de la part de l'adjoint spécial de Chantenay, l'invitation que vous me faites, "en tant que curé", à la réception qui sera donnée à la Mairie de Chantenay le samedi 17 janvier à l'occasion du Nouvel An. Je n'y ai pas répondu par le passé et n'y répondrai point à l'avenir, comme l'ensemble de mes collègues, je pense. Mais cette année, j'ai des raisons spéciales qui motivent mon refus. Et je vais vous les expliquer :

Quand une délégation de plusieurs organisations du quartier des Dervallières était reçue à la Mairie le 3 novembre 1975, à propos des expulsions, j'étais du nombre, non pas comme "curé", mais comme délégué de la FNMIP (fédération nationale des malades, infirmes et paralysés). Sachez que j'ai été scandalisé, comme les autres membres de la délégation, de l'accueil qui nous a été fait dans le bureau de Mr Polo, que vous nous aviez désigné comme interlocuteur pour vous représenter : non pas surtout parce que nous sommes restés deux heures debout, mais parce qu'on n'a pris attention à nos revendications justifiées, qu'en griffonnant quelques notes au dos de vieilles enveloppes, et en nous faisant des leçons de bonne vieille morale.

A la demande de Mr Polo en personne, les mêmes organisations ont pris la peine de mettre par écrit les jours suivants ce qui lui avait été dit oralement. En 9 points précis, cette lettre collective formulait des suggestions constructives concernant, entre autres : les mutations de logement; l'allocation-logement, l'exonération provisoire des loyers, de la taxe d'habitation pour les familles en difficulté ou atteintes par le chômage ; l'aménagement de logements pour handicapés et pour anciens ; l'amélioration dans tels secteurs d'habitation etc...

Vous n'avez point daigné y répondre.

Quand, après trois semaines d'attente, cette lettre est devenue par la force des choses "lettre ouverte" dans la presse locale (le 11/12/75), le même silence a persisté de votre part. Croyez bien que tous les membres de la délégation, et plus largement leurs organisations respectives, ont ressenti profondément l'impolitesse, la désinvolture, le mépris.

Quand des hommes et des femmes, élus démocratiquement par une assemblée générale, commencent à gérer et à animer une "maison de quartier" pour qu'elle soit un lieu de rencontre entre habitants d'une cité où tout a été pensé pour faire vivre les gens dans l'anonymat, vous décidez unilatéralement de mettre fin à leur responsabilité de gestionnaires (voir Ouest-France ou Presse-Océan du 10 janvier 76). Sans doute connaissez-vous mieux qu'eux les vrais besoins des habitants des Dervallières ? Sans doute vous considérez-vous, avec vos pairs, comme les seuls guides éclairés du peuple, lequel doit toujours se taire et se soumettre à la volonté des puissants ?

C'est bien cela qu'on appelle "votre" démocratie, et le partage des responsabilités.

L'Evangile, pour lequel je suis aux Dervallières, et qui m'engage concrètement, reconnaît une autre dignité à l'homme, et me presse de dénoncer tout ce qui y porte atteinte.

.../...

(15)

Pour ces quelques raisons, vous comprendrez, Monsieur le Maire, que "le curé" que je suis refuse catégoriquement une invitation à des mondanités, alors que vous ne reconnaissez pas la personne que je suis par ailleurs quand je manifeste mes vraies solidarités avec un peuple qui ressent votre pouvoir comme répressif.

Avec mes respects

Joseph Brosseau  
1 rue Jacques Callot  
44100 Nantes

Le 14 janvier 1976

## UNE SEMAINE DANS L'OUEST

18 JANVIER

### NE BUVEZ JAMAIS D'EAU

Nappe de mazout en Loire, dimanche. En face de l'usine de pompage des eaux de La Roche. L'usine s'est arrêtée, les pompiers alertés. La nappe d'hydrocarbures s'étant éloignée avec la marée montante - vers où ? - le pompage a repris au bout d'une heure. (En France, on n'a pas de pétrole et on est plus malin que tout le monde...)

20 JANVIER

### DES SOUS POUR PLIOUCHTCH

La Fédération de l'Education Nationale (FEN 44), le Syndicat national des Instituteurs et la MGEN prennent en charge l'installation en France du mathématicien soviétique.

Solidarité financière : FEN 44 12 rue de l'Arche-sèche (Solidarité Pliouchtch)

20 JANVIER

### TECHNIQUE : LES PROFS ONT GAGNÉ

En juin dernier, un élève de CET de Saint Nazaire mourait électrocuté sur une machine. Un peu plus tard, les syndicats d'enseignants organisaient un mouvement pour l'amélioration des conditions de travail et la sécurité. Avec une forme d'action efficace : la rétention des notes d'examen.

En réponse, l'administration effectuait des retenues sur les salaires, bien qu'il n'y ait pas eu grève. Après plusieurs jours de grève et de manifestation, depuis la rentrée, le rectorat annule les retenues de salaire. Soixante enseignants concernés vont récupérer des sommes allant jusqu'à 600 F

21 JANVIER

### ASSURANCES : SOUTIEN À LA C.G.A.

L'ensemble du personnel des assurances était appelé à débrayer et à manifester rue Racine, devant le siège de la Caisse générale Accidents. Pour soutenir les grévistes de cet établissement (grève depuis le 1er janvier pour une augmentation uniforme)

DERNIERE MINUTE : LE "FIGARO" est condamné, à la suite de l'affaire Sica-Sava, pour avoir DIFFAMÉ Bernard LAMBERT. (1000 F de amende + 3000 F de dommages-intérêts + 3 fois 2500 F de insertion pour faute dans le code que.)

## DECLARATION DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL D'ESPAGNE EN EXIL

Il y a longtemps que la C.N.T. a fixé sa position sur le présent et l'avenir de l'Espagne.

Mort Franco rien d'essentiel ne sera changé avec l'avènement de Juan Carlos I, ni avec d'autres monarques. La Monarchie, pour l'Espagne est un régime absolument anachronique. Le mouvement Libertaire Espagnol, persécuté jadis par la monarchie d'Alphonse XIII, par la dictature de Primo de Rivera et de Berenguer, par la deuxième République, aussi, et par Franco et son système fasciste, n'a pas la mémoire courte. Il n'a rien oublié, et moins encore les leçons de l'Histoire. "L'amnistie" dérisoire confirmant la continuité du franquisme est la dernière leçon. Il n'y aura pas de liberté et de justice sociale en Espagne sans un profond et radical changement politique et social, ni liberté syndicale, tant que survivront l'Etat et le capitalisme avec les institutions et les structures qui en découlent. La C.N.T. poursuit et poursuivra son combat face à l'Etat, qu'il soit fasciste, social-démocrate ou de quelque nuance que ce soit. Le Confédération Nationale du travail, avec le peuple espagnol, poursuivre sa lutte et son action de toujours, pour la conquête des libertés et pour l'instauration d'une société nouvelle, en marche vers la Révolution.

Décembre 1975

Le Secrétariat Intercontinental

## RENCONTRE OUVRIÈRE - 7.8 FEVRIER.

(NANTES) - Bulletin de liaison ouvrier -

Un point à l'ordre du jour : les CLOP.

Certes, depuis plusieurs années, les actes de solidarité concrète n'ont pas manqué, depuis la distribution gratuite de viande aux portes des usines jusqu'à la participation de nombreux ouvriers aux manifestations paysannes.

Si les paysans radicalisés sont conscients de la nécessité d'une liaison profonde avec le mouvement ouvrier, beaucoup d'ouvriers, même parmi les plus combattifs, continuent à considérer l'ensemble des paysans comme des gens qui votent à droite.

Sur la base de secteurs ou de quartiers, il est possible de mettre en place des **C**omités de **L**iaison **O**uvriers-**P**aysans regroupant des paysans-travailleurs, des groupes de quartiers, voire des sections syndicales.

Aujourd'hui, en Loire-Atlantique, les CLOP sont encore plus un projet qu'une réalité. Sur les quartiers du Sillon-Orvault, la Chapelle, Ste Luce, la Basse Loire, ils ont commencé à agir de façon différenciée, face aux événements.

Samedi après-midi: Tour de table des différentes boîtes sur les principaux problèmes rencontrés, en particulier sur la construction d'un syndicalisme de classe et de masse, pour la reconnaissance de la gauche ouvrière comme force réelle.

Dimanche

- Reprise des discussions à partir des problèmes posés la veille.
- Discussion sur la crise, le chômage, comment lutter?
- La liaison ouvrier-paysan;
- la liaison ouvrier soldat;

Cette rencontre des CLOP est aussi ouverte à titre d'observateur à des militants de quartier, aux paysans-travailleurs, etc..

FEDERATION ANARCHISTE

---

Le groupe anarchiste de Nantes organise une permanence tous les le mardi du mois au local 43 rue Alsace Lorraine REZE.

Les camarades intéressés (es) peuvent venir se renseigner sur les activités du groupe, prendre contact, etc...

Permanence MARDI 3 FEVRIER  
de 18 H à 20 H 30

## • EN BREF - EN BREF - EN BREF •

23 JANVIER

ROCADE DE CANCLAUX aux CHATAIGNIERS?

Une association d'étude et de défense contre la pénétrante ouest est en cours de constitution. Ceux qui en prennent l'initiative veulent sensibiliser les nantais à un projet qui précèdent-ils, est à l'heure actuelle très sérieusement étudié et dont le tracé relierait directement la place des Chataigniers à la place Canclaux où se trouverait un échangeur important rattachant cette pénétrante à la rocade du centre.

Pour les intéressés prendre contact: Café de la muse 49 rue Raspail, café bar la mascotte, 7 place Canclaux.

23 JANVIER

GIMM S'EXPATRIE SOURNOISEMENT

Chez G.I.M.M. la C.G.T. dénonce un transfert de production: on peut constater la restructuration aux Philippines de "G.I.M.M. Manilles" correspondant exactement au secteur de production fermé à Nantes depuis juillet 1975. Le personnel licencié réclame une solution sur les lieux mêmes sans quoi il pourrait bien sortir de leur réserve...

21 JANVIER

REVISION DES GRILLES DE SALAIRE  
AU C.E.A. (d'APL n°124)

La grève qui a éclaté le 12 Novembre à Mortagne-sur-Sèvre (85) puis qui s'était étendue à la Crozille le 25, et au Forez et Limoges fin décembre vient de s'achever.

Certes les grévistes n'obtiennent pas entièrement satisfaction:

-Les ETAM et ingénieurs auront toujours le droit d'être mieux chauffés que les mineurs.

-Les jours de grève ne seront pas payés.

Mais la revendication essentielle: Révision des grilles de salaire est acceptée. Enfin les mineurs, dont le statut est resté à la traîne, verront leurs profils de carrière se rapprocher de ceux des HOUILLERES.

# 9 DÉTENUS POLITIQUES BRETONS ÉCRIVENT AUX COMITÉS

Prison de la Santé le 6 janvier 1976

Chers Camarades,

Après près de trois mois de détention préventive et après avoir analysé les différents échos qui nous sont parvenus par les visites de fin d'année, nous qu'il est temps de vous donner également quelques informations sur notre situation de détenu politique breton.

Sachez d'abord que nous sommes très sensibles aux innombrables marques de sympathie qui nous sont témoignées et que nous vous sommes très reconnaissants de l'acharnement que vous mettez à nous défendre et à nous libérer. Nous approuvons également l'exploitation politique faite par les COBAR au sujet de notre détention et nous encourageons d'avance toutes les initiatives futures qui seront entreprises pour hater notre libération.

Plusieurs d'entre nous ont cru détecter cependant quelques nuages plus ou moins perceptibles selon les villes et les régions, qui risqueraient d'assombrir l'horizon des COBAR. Il semblerait que, suivant les circonstances et les lieux, tel ou tel participant aurait tendance à tomber dans les pièges du favoritisme, voire même de l'exclusion, dissociant tel ou tel cas de la cause commune. Afin de contribuer à la recherche d'une efficacité maximum des COBAR, nous tenons à vous préciser qu'étant en prison, nous sommes tous unis dans la répression, et que nous souhaitons vivement qu'à notre exemple les membres des COBAR sachent partout faire abstraction de leurs divergences et présentent, comme nous le faisons, un front uni contre l'oppression. Sachez que c'est là le plus grand service que vous puissiez nous rendre.

**"L'INSTRUCTION EST À CE MOMENT COMPLÈTEMENT BLOQUÉE"**

POSITION ACTUELLE : nous sommes actuellement neuf détenus politiques Bretons. Nos chefs d'inculpation sont variés et vont de la "reconstitution de ligue dissoute" à la "tentative de destruction d'édifices publics", qui est l'inculpation la plus grave retenue contre certains d'entre nous.

Six d'entre nous (Denis, Fouéré, Lalluyaux, Le Breton, Le Gall, Puillén-dre) bénéficient du "régime spécial" et peuvent se rencontrer trois heures par jour en salle commune. L'un, Pierre Loquet, est hospitalisé à Fresnes au régime du droit commun. Deux, Coriton et Crochard, sont maintenus à la Santé au régime du droit commun.

L'instruction est à ce moment complètement bloquée pour l'ensemble des neuf détenus. Après cinq mois de détention, les confrontations entre les inculpés de Guérande n'ont même pas encore eu lieu. L'instruction des six autres a à peine démarré, et l'un d'entre eux à ce jour n'a jamais été convoqué. Cet ensemble de faits est aussi révoltant qu'inadmissible.

PLATE-FORME POLITIQUE DE DEFENSE : l'accord entre tous les inculpés s'est fait sur les grandes lignes suivantes :

- Autonomie de la Bretagne dans son cadre territorial historique, au sein d'une Internationale fédéraliste des nations libres ;
- Abolition de toutes les formes d'oppression, politiques, économiques, sociales et culturelles, de quelques noms qu'elles se parent (capitalisme centralisateur, société libérale avancée, socialisme bureaucratique d'Etat) ;
- Création d'une société bretonne nouvelle, démocratique, moderne, auto-gérée à tous les niveaux, instituant ainsi une société véritablement socialiste selon les traditions communautaires du peuple breton.

.../...

Chaque détenu garde la liberté de développer tel ou tel aspect de ce vaste programme suivant ses affinités et sa compétence.

Nous souhaitons donc qu'à notre exemple, l'entente et la cohésion continuent à régner et à se développer au sein de tous les COBAR, et que ceux-ci s'élargissent sans cesse ; qu'il ne soit jamais, en leur sein, question de favoritisme ou d'exclusion ; que tout militant sache faire preuve de la lucidité politique élémentaire afin de ne pas donner le flanc aux manoeuvres des forces d'oppression dont l'intérêt évident est de semer le doute, la division et la discorde au sein de notre peuple.

Nous vous demandons donc à tous, à notre exemple, de serrer les rangs, d'unir tous nos efforts afin d'en accélérer la manifestation et la cadence, en vue d'atteindre notre but commun le plus rapidement possible.

Bevet Breizh !

Signé : les 9 détenus politiques Bretons

A. LE BRETON

J. LALUYAUX

G. CORITON

A. LE GALL

D. CROCHARD

P. LOQUET

J.C. DENIS

Y. PUILLANDRE

Y. FOUERE

COORDINATION C.B.A.R.

CROIZER SALOMON

LA MAISON BLANCHE

29110 CONCARNEAU

Concarneau, le 20 janvier 1975

( COMMUNIQUÉ )

# L'AUTRE FRANCE (CINEMA)

La réaction de "déjà-vu" qui suivit la projection du film, résume bien le second film d'Ali Ghalem, réalisateur de "Mektoub".

Encore une fois, c'est la misère des travailleurs immigrés qui est portée à l'écran. L'exploitation des travailleurs n'est pas terminée, maintenant c'est le cinéma dit "parallèle" qui s'y met, et cela est d'autant plus condamnable qu'elle se fait par un cinéaste qui prétend avoir été lui-même un travailleur immigré. Que cherche Ali Ghalem?.. Si ce n'est à se faire un nom.

A quand la fin de l'exploitation de l'immigration comme matière artistique? avait demandé un spectateur lors du débat, où il a été permis de faire un tour d'horizon des problèmes de l'immigration. Malheureusement la présence d'un représentant de l'amicale des algériens en Europe gela la fin du débat par une intervention autoritaire contre toute critique envers le rôle de cette amicale. heureusement les "laisses-terminer" permit à un spectateur de dénoncer les agissements de ces représentants qui font que nuire à l'image de l'Algérie.

Un Lecteur Algérien

# BERNARD LAMBERT:

## RETOUR DU PORTUGAL

interview : 6 janvier 76

20

### - POURQUOI L'IDEE T'EST-ELLE VENUE D'ALLER PASSER 10 JOURS AU PORTUGAL ?

Comme beaucoup de militants socialistes, l'évolution des conditions de vie et de travail et celles des structures sociales et politiques qui apparaissaient au Portugal me passionnaient. Par contre, dès la fin de l'été, J'ETAIS CONVAINCU QU'IL N'ETAIT PAS NORMAL DE SE RENDRE AU PORTUGAL EN TOURISTE MEME EN TOURISTE REVOLUTIONNAIRE.

J'étais marqué par ce que nous avons vécu après mai 1968. Des militants révolutionnaires s'abattaient sur la Loire-Atlantique et plus spécialement sur le milieu paysan un peu comme des ethnologues pour faire une étude sur une tribu ayant posé des actes sortant de l'ordinaire (on a parlé de la "commune de Nantes"). Ces gens là nous prenaient beaucoup de temps. Ils ne nous apportaient pas grand chose et ils nous empêchaient de faire notre travail militant parmi les paysans et ailleurs.

J'avais l'impression que beaucoup de militants allaient au Portugal pour "pomper" la révolution portugaise sans apporter aucune contribution personnelle à l'effort engagé dans ce pays pour transformer la société.

### - PRATIQUEMENT, COMMENT ENVISAGEAIS-TU CE VOYAGE ?

**Au Nord..** Compte tenu de cette analyse, l'idée que j'avais (partagée par des militants du mouvement Chrétien-Marxiste avec qui nous sommes partis) était d'aller au Portugal en restant exclusivement dans le Nord sans même passer par LISBONNE, c'est-à-dire en travaillant dans la région la plus marquée par l'idéologie religieuse conservatrice ainsi que par celle de la petite propriété.

Dans cette région, le climat général est plutôt contre-révolutionnaire. On y connaît les rapports de dépendance au Seigneur et même au petit propriétaire que la région de l'Ouest en a connus depuis des siècles jusqu'à une date récente et comme cela existe encore quelquefois.

ON A TROUVE AU PORTUGAL DES RAPPORTS DE CE TYPE, CEUX QUE MON PERE A CONNU : L'AGRICULTEUR SUR SA TRES PETITE EXPLOITATION DONNE LA MOITIE, VOIRE LES 2/3 DE SA PRODUCTION AU PROPRIETAIRE, TOUT EN LE RESPECTANT PROFONDEMENT EN TANT QUE REPRESENTANT DE L'AUTORITE. C'EST LE MAITRE.

Il le respecte d'autant plus que 20% des paysans qui ne pouvaient plus vivre sur leur terre étaient obligés de s'expatrier. Sur 3 paysans quittant la terre : 1 va à l'industrie, 2 vont à l'immigration en France et en Allemagne (1 million d'immigrés portugais en France).

.../...

L'EGLISE MOYENNAGEUSE PERSUADE LES PAUVRES QUE PLUS ILS SONT MALHEUREUX SUR CETTE TERRE, PLUS ILS SERONT HEUREUX DANS L'AUTRE VIE. L'ARCHEVEQUE DE BRAGA EST LE SYMBOLE DE CET ETAT D'ESPRIT OU LA POPULATION EST TRES SOUMISE.

UN FERMIER A ECRIT IL Y A QUELQUES MOIS AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE BATISTA "SI J'UTILISE LA NOUVELLE LOI QUI ME PERMET DE PAYER 2/3 MOINS CHER DE FERMAGE QUE JE PAYAIS AVANT, JE DEVIENS UN VOLEUR VIS A VIS DE MON PROPRIETAIRE QUI A TOUJOURS ETE BON POUR MOI".

Le Nord Portugal (c'est-à-dire toute la partie située au Nord du TAGE) représente à peu près 60 % de la population portugaise. C'est dans cette région que le destin du Portugal va se jouer de façon décisive.

Nous voulions donc entrer en contact avec le maximum de militants et d'organisations paysannes progressistes pour établir des liaisons efficaces.

- PENSIEZ-VOUS A DE SIMPLES CONTACTS OU ENVISAGIEZ-VOUS UNE ORGANISATION PRATIQUE DE LA SOLIDARITE ?

En réalité, nous avons deux buts :

Essayer de mettre en commun avec les paysans du Nord du Portugal nos expériences et nos luttes de paysans exploités pour nous enrichir mutuellement et être ainsi plus forts les uns et les autres.

Notre deuxième but était peut-être plus important encore. UN PAYSAN PORTUGAIS ETAIT VENU DANS L'OUEST TOUT RECEMMENT, AU MOIS DE NOVEMBRE. Il nous avait expliqué que les organisations de paysans qui, notamment dans le Nord, avaient remplacé les notables, avaient besoin du soutien pratique et matériel des paysans français. Le plus important, nous expliquait-il, c'est de gagner la bataille de la production. Il faut obtenir des résultats.

**La coopération n'a pas...**

Pour aborder ce combat dans des conditions économiques favorables, il y a besoin de semences de pommes de terre, d'herbe et de maïs ; il y a besoin d'engrais et de matériel, il y a besoin de sélection dans le domaine du cheptel lait/viande avec même expédition de semence de taureaux sélectionnés pour améliorer la productivité. C'est important, car le Portugal importe près des 2/3 de sa consommation en matière alimentaire. Il est essentiel que les organisations coopératives se développent dans ce pays. En effet, dans le cadre d'une transformation sociale, avec soutien de l'Etat, en amont et aval, avec office, LA COOPERATION N'A PAS (mais pour combien de temps ?) LE MEME SENS QUE CHEZ NOUS.

**..mais pour combien de temps?..**

A noter que l'Etat avait prévu des aides toutes différentes de ce qu'on voit en France. PAR EXEMPLE, POUR LE LAIT, LES LIVRAISONS DE LAIT INFERIEURES A 20 LITRES PAR JOUR DEVAIENT ETRE PAYEES BEAUCOUP PLUS CHER QUE LES LIVRAISONS SUPERIEURES A 200 LITRES PAR JOUR. IL Y AVAIT UNE DIFFERENCE D'UN TIERS DE PRIX PREVU : C'EST LE RENVERSEMENT DE CE QUE L'ON CONNAIT EN FRANCE.

**... le même sens que chez nous..**

Nous sommes persuadés que les paysans de notre région, en commun avec les ouvriers et les salariés des coopératives et du Crédit Agricole, peuvent exiger (sous le contrôle des paysans portugais venus sur place chez nous) des livraisons de marchandises à prix coûtant.

Il est possible d'obtenir du Crédit-Agricole, de bon cœur ou contraint, des crédits à moyen terme pour l'exportation. Des crédits sont affectés par l'Etat à cet effet. Mais actuellement, ils sont uniquement utilisés pour d'autres pays capitalistes.

- EN REALITE, D'APRES CE QUE LA GRANDE PRESSE A ANNONCE, TU AS FAIT AUSSI AUTRE CHOSE AU PORTUGAL, PUISQUE TU FAISAIS UN TRAVAIL D'ENQUETE AU NOM DE LA COMMISSION RUSSEL ?

Un autre élément est en effet intervenu avant notre départ. Depuis le 25 novembre, il y a eu emprisonnement d'une centaine de militaires révolutionnaires et la situation politique s'est dégradée.

### La Fondation Russell

La Fondation RUSSEL [organisation internationale connue pour avoir créé un Tribunal au moment de la guerre du Vietnam, tribunal qui a jugé les crimes commis par les Etats-Unis dans ce pays] a lancé un appel pour créer une commission d'enquête au Portugal sur la répression des personnes se situant dans le courant progressiste (civil et militaire) et sur la remise en cause des acquis démocratiques et révolutionnaires conquis par les travailleurs portugais depuis le 25 avril 74.

La Commission qui a été créée à la suite de cet appel m'a demandé quelques jours avant le départ de prendre la responsabilité d'une étude sur la répression dans le domaine agraire.

Cette nouvelle mission nous est apparue [aux Chrétiens-Marxistes, et à moi-même] comme pouvant être efficace pour aider l'action des militants portugais contre le fascisme et le capitalisme. Nous avons accepté. Du coup, il n'était plus possible de passer 10 jours dans le Nord. Nous nous sommes limités à 4 jours dans cette région.

- QU'AVEZ-VOUS CONSTATE DANS LE NORD ?

Il existe un certain nombre d'organisations agricoles dans le Nord du pays contrôlées par les paysans. Ces organisations ont pris naissance depuis le 25 avril 74.

Voici un exemple :

A MONTALEGRE, à 7 kms de la frontière espagnole, dans l'extrême Nord, une coopérative de production de semences de pommes de terre était tenue, avant le 25 avril 74, par un notable, député du Gouvernement SALAZAR. Cet homme, soit directement, soit par sa famille, détenait la Mairie, l'Ecole, la Police, la Justice, la Médecine, la Pharmacie, l'Etude de notaire. Il contrôlait une partie importante des terres et des bâtiments de la ville. De plus, il possédait des immeubles à LISBONNE et à PORTO.

(à suivre)



# QUEST-INFORMATION

## A.P.L.

C'EST  
QUOI?..

Un bulletin hebdomadaire diffusé à près de 700 exemplaires, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usi-

nes, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut : "POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES".

L'APL résolument engagé pour la suppression du système capitaliste veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR à 20 h 30 au 12 bis rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71).

-o-o-o-

Librairie 71 - 29 rue Jean-Jaurès, Tél.73.82.48.

Librairie Euzen - rue Jean-Jaurès

Librairie J.Vernes (près pl. du Commerce)

Café Surcouf - Morrhonnière

Café La Noé - Jonelière

R.U. Le Tertre - mardi midi

rue de Strasbourg, face à la Préfecture

Kiosque Bellevue - Grande place

ÇA SE VEND  
OÙ?..

COMMENT  
S'ABONNER?..

Un trimestre 12 n° : 15f. soutien 20f.

Un semestre 24 n° : 30f. soutien 40f.

Un an 48 n° : 55f. soutien 70f.

Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la Librairie 71.

## NOS BONNES ADRESSES !..

- CSOC (Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience) - 57 rue des Hauts-Pavés.
- GIT (Groupe Insoumission Totale) - Tous les jeudis de 20h à 22h.
- COMITE PORTUGAL -
- CNT-AIT (Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs) - 43 rue Felix Faure, Rezé. Permanence : tous les samedis de 15h à 18h.
- APF (Association Populaire Familiale) - 2 rue Lamoricière.
- GASPROM - 1 rue Léon Say, T.74.65.59. Permanence vendredi 19-21h.
- CENTRE NANTES TIERS MONDE - 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.
- CABE (Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre) - Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle/Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70, un film de 20mn. Une brochure de 120 p. sur les luttes menées depuis 6 ans.
- GSED-MFA - 2ème dimanche du mois à 10h. Café Modérno, quai Marcel Boissard. Trentemoult Tél.75.53.83.
- CRIN - mercredi et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt (derrière le Restau-U).